

MEXIQUE : FICHE PAYS – JUIN 2025



Catégorie OCDE (2024) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BBB/Baa2/BBB-

Monnaie locale : Peso mexicain (MXN) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Taille du marché
- Proximité géographique et accord de libre-échange avec les Etats-Unis, malgré les incertitudes à CT
- Importante base industrielle
- Réserves en devises satisfaisantes

FAIBLESSES

- Dépendance aux Etats-Unis pour les exportations, les transferts de migrants et l'investissement
- Déficit d'infrastructures, lacunes éducatives
- Faible développement du crédit bancaire
- Secteur informel encore important

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : Stable, malgré un contexte externe incertain à court terme.

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** L'activité est attendue quasi stable en 2025 (après +1,4% en 2024). Son évolution dépendra toutefois de plusieurs facteurs : ampleur du ralentissement aux Etats-Unis, impact des hausses de droits de douane déjà actés sur les exportations (27% du PIB en 2024), mais aussi évolution des négociations commerciales. Le climat d'incertitudes pèse déjà sur les décisions d'investissement. La banque centrale devrait poursuivre l'assouplissement monétaire initié en 2024. La consolidation budgétaire freinerait en revanche l'économie.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le déficit public s'est creusé en 2024 à -5,7% du PIB (après -4,3% du PIB en 2023), en lien avec la mise en place d'une politique budgétaire expansionniste (hausse des dépenses sociales en particulier). Pour 2025, le déficit est prévu en réduction à -3,9% du PIB, en raison notamment par la baisse des dépenses d'investissement (achèvement de grands projets d'infrastructures). La dette publique a augmenté et atteint 51,4% du PIB en 2024 (après 46,6% du PIB en 2023). La dette n'est pas une source d'inquiétude à ce stade. Le Mexique dispose d'un accès aisé aux différentes sources de financement tant sur le marché domestique qu'externe.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant n'évoluerait que peu en 2025, prévu autour de -0,5% du PIB (après -0,3% en 2024), mais les incertitudes restent nombreuses (impact des droits de douane sur les exportations, flux d'IDE...). Le peso a eu tendance à se réapprécier depuis le début de l'année, en raison de l'affaiblissement de l'USD, de la confiance des marchés dans la capacité de négociation de la présidente Sheinbaum face à Trump, mais aussi d'une croissance plus forte qu'anticipé au T1 2025. La dette externe est relativement faible (33,8% du PIB en 2024) et les réserves de change couvrent la totalité de la dette souveraine externe. Le Mexique dispose également d'une ligne de crédit flexible auprès du FMI, renouvelée en novembre 2023, et qui permet au pays de disposer de ressources financières supplémentaires et rapidement disponibles en cas de besoin.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** le secteur bancaire est profitable et respecte les normes internationales en matière de solvabilité. Le taux de créances douteuses reste par ailleurs limité, autour de 1,9% en décembre 2024.

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique :** La présidente Sheinbaum doit faire face à un contexte économique difficile et très incertain, en lien avec le virage protectionniste américain. La présidente a mené avec succès les négociations commerciales avec les Etats-Unis jusqu'à présent, renforçant ainsi sa popularité.
- **Climat des affaires :** Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement, ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. Sa proximité géographique et l'accord de libre-échange (UMSCA) avec les Etats-Unis et le Canada est un atout non négligeable, malgré le contexte commercial incertain à court terme.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** Le système énergétique mexicain repose essentiellement sur l'usage des sources fossiles (gaz en particulier) pour la production électrique. Le gouvernement prévoit cependant d'augmenter la part du renouvelable dans le mix électrique du pays d'ici 2030. Le pays est par ailleurs vulnérable au changement climatique, les pénuries d'eau sont de plus en plus fréquentes.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Voitures, pièces, parts d'automobiles	24,5%	Machines, appareils électriques	20,0%	Etats-Unis d'Amérique	78,6%	Etats-Unis d'Amérique	43,9%
Machines, appareils mécaniques	17,7%	Machines, appareils mécaniques	16,2%	Canada	2,8%	Chine	19,2%
Machines, appareils électriques	17,4%	Voitures, parts, pieces auto	9,1%	Chine	1,7%	Corée, République de	3,7%
Pétrole	5,1%	Combustibles	8,0%	Allemagne	1,5%	Allemagne	3,5%
Instruments, appareils d'optique	4,5%	Matières plastiques et ouvrages en	5,5%	France (21ème)	0,3%	France (15ème)	0,8%

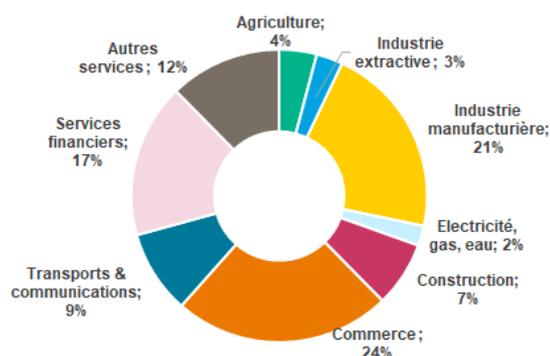
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MEXIQUE	2021	2022	2023	2024	2025(p)	2026(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 317	1 466	1 794	1 853	1 693	1 775
<i>Rang PIB mondial</i>	15	15	15	15	14	13
Population (Mns)	129,0	130,0	131,1	132,3	133,4	134,4
<i>Rang Population mondiale</i>	11	10	10	10	10	10
PIB / habitant (USD)	8 770	10 177	11 266	13 804	15 072	15 607
Croissance PIB (%) ^D	6,0	3,7	3,3	1,4	0,4	1,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	5,7	7,9	5,5	4,7	3,5	3,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	76,5	76,9	78,2	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^E	49,1	47,7	46,6	51,4	54,3	56,9
Solde public (% PIB)	-3,7	-4,3	-4,3	-5,7	-3,9	-3,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	15,8	17,2	18,6	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,3%	-1,2%	-0,3%	-0,3%	-0,5%	-1,1%
IDE (% du PIB)**	2,7%	1,5%	1,7%	1,7%	1,3%	1,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	4,4	3,5	3,7	3,8	4,0	4,4
Dette extérieure totale (% PIB) ^F	47,4	41,8	34,8	33,8	37,3	36,2
Dette extérieure CT (% PIB)*	3,6%	3,7%	3,4%	NA	NA	NA
Taux de change***	20,27	20,13	17,76	18,30	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	19,5	19,0	18,8	19,1	NA	NA
Taux de NPL	2,1	2,1	2,1	1,9	NA	NA
ROE	14,6	17,7	18,5	18,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	152	151	149	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (163 pays) ^a	68	69	72	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	76	76	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, D: Prévion OCDE (juin 2025) pour 2025; E: SHCP (2021 à 2024) et Fitch (prévisions 2025 et 2026); F: Données Fitch

Mexique : Ventilation de la valeur ajoutée du PIB par secteurs en 2023



Source : Cepal



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers un repli du PIB en 2025 ?

En 2024, la croissance mexicaine a ralenti à +1,4% (après +3,2% en 2023), notamment en raison de la diminution de la production agricole, du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis, et de l'environnement incertain, tant sur le plan externe (élections américaines) qu'interne (réforme du système judiciaire), qui a pesé sur l'investissement privé, malgré l'impulsion fiscale (hausse des dépenses) accordée par le précédent gouvernement.

Pour 2025, l'activité est attendue en quasi-stagnation, les prévisions de croissance étant comprises entre -0,3% et +0,4%¹. Le ralentissement de l'activité américaine, les effets des droits de douane sur les exportations, ainsi que le climat d'incertitudes qui affecte les décisions d'investissement, pèsent sur les perspectives de croissance du pays.

La mise en place de politiques contracycliques serait limitée. La poursuite de l'assouplissement monétaire n'aurait qu'un effet limité sur l'investissement compte tenu d'un taux de pénétration encore faible du crédit à destination du secteur privé (38 % du PIB en mars 2025²). Sur le plan budgétaire, après le dérapage des comptes publics en 2024, un retour au processus de consolidation budgétaire est prévu (Cf. Finances publiques).

Du côté de la consommation privée, si la diminution de l'inflation soutient le pouvoir d'achat des ménages, le ralentissement de l'activité pourrait en revanche se traduire par une augmentation du chômage³, risquant de peser sur la consommation dans les trimestres à venir.

A noter toutefois que l'activité au T1 2025 a été plus dynamique que prévue à +0,2% en t/t (après -0,6% au T4), tirée par le dynamisme du secteur primaire (agricole en particulier). L'industrie manufacturière a aussi affiché une reprise (hausse de la production de +0,5% en g.a. et +0,2% en t/t) après s'être contractée au T4 2024. Les entreprises mexicaines ont notamment accéléré leurs exports à destination des Etats-Unis en raison d'un effet d'anticipation d'éventuels tarifs douaniers.

• Poursuite de l'assouplissement monétaire

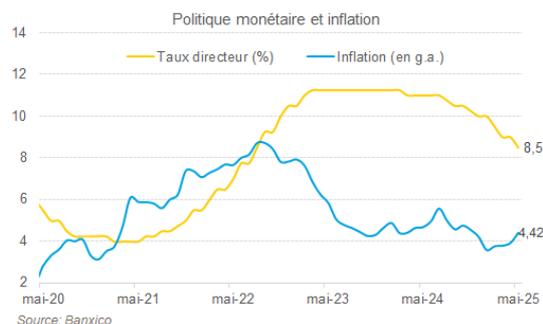
L'inflation a augmenté à +4,4% en g.a. en mai 2025 (après +3,9% en avril), tirée par la hausse des prix alimentaires (viande bovine, poulet en particulier). L'inflation sous-jacente⁴ s'est aussi accrue, à +4,1% (au lieu de +3,9% précédemment). L'inflation globale est ainsi sortie de la fourchette cible de la banque centrale de 3% (+/-1%) pour la première fois depuis le début de l'année.

¹ Source : FMI (Weo, avril 2025) : -0,3%, Consensus de marché local mesuré par l'enquête de Citi (mai 2025) : +0,2%, OCDE (juin 2025) : +0,4%

² A titre de comparaison, le crédit au secteur privé atteint 71,6% du PIB au Brésil en 2023, 109,5% au Chili et 42% en Colombie.

La banque centrale suit de près l'évolution récente de l'inflation mais devrait poursuivre sa politique d'assouplissement monétaire initiée en 2024, à condition que l'inflation reste proche de 4% et que le taux de change soit stable. Le ralentissement prévu de l'activité, si confirmé, pourrait par ailleurs contribuer à la diminution de l'inflation dans les mois à venir.

En mai 2025, le taux directeur a été abaissé de 50 pdb à 8,5%, soit une baisse cumulée de 275 pdb depuis 2024. Une nouvelle baisse, de même ampleur, est prévue en juin. Les marchés anticipent un taux directeur à 7,5% fin 2025.



• Un système bancaire sain et bien capitalisé

Le secteur bancaire mexicain est rentable et bien capitalisé. Les banques commerciales affichent cependant une légère baisse de la rentabilité avec un ROE à 18,1% en mars 2025 (après 18,5% en décembre 2024).

Le système bancaire mexicain respecte les normes internationales en matière de solvabilité. Le capital des banques représenterait près de 19,9% du total des actifs pondérés par les risques en mars 2025 (contre 19,3% en septembre 2024) et reste bien au-dessus des préconisations de Bale III (10,5%).

Les créances douteuses restent par ailleurs faibles, à 1,9% du total du portefeuille de prêts en décembre 2024 (2% au T3 2024) et sont bien provisionnées. Elles ne représentent donc pas une source d'inquiétude.

2. FINANCES PUBLIQUES

• Réduction prévue du déficit en 2025

Le déficit public a atteint -5,7% du PIB en 2024 (après -4,3% en 2023), soit son plus haut niveau historique. Ce creusement est lié à une hausse ponctuelle des dépenses (élections, surcroît de dépenses d'investissements), ainsi qu'une augmentation durable de certaines prestations sociales⁵. Les recettes sont restées stables, grâce à la hausse des recettes fiscales qui a compensé la baisse des recettes pétrolières.

Pour 2025, le budget prévoit de ramener le déficit à -3,9% du PIB. Cette diminution serait liée à la baisse des

³ A noter cependant que le taux de chômage a diminué en ce début d'année, à 2,5% au T1 2025 (contre 3% au T4 2024).

⁴ Hors composantes volatiles (énergie, alimentation, etc.)

⁵ Le coût des programmes sociaux est estimé à 2,2% du PIB en 2024 (après 1,9% du PIB en 2023 et 1,5% du PIB en 2022).



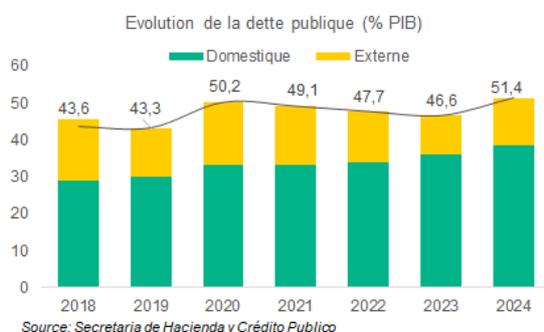
dépenses d'investissements (achèvement de grands projets) et de fonctionnement (santé, éducation en particulier), tandis que les prestations sociales seraient épargnées des coupes budgétaires.

L'objectif de réduction du déficit pourrait cependant être difficile à atteindre compte tenu du contexte économique défavorable. Le budget 2025 s'est initialement basé sur un scénario de croissance compris entre +2% et +3%, alors que les prévisions les plus récentes prévoient un fort ralentissement de l'activité (voire un léger repli), ce qui fait peser un risque sur l'évolution des recettes. En outre, les recettes issues de l'activité pétrolière devraient diminuer en raison d'une baisse de la production. L'évolution du prix du pétrole est quant à elle très incertaine. De plus, une hausse des dépenses n'est pas à écarter (impératifs sécuritaires pour répondre aux doléances américaines, nouvelles pertes de Pemex qui pourraient exiger un soutien financier de l'Etat).

La remontée des dividendes de la banque Centrale (estimée à 0,05% du PIB), ainsi que **la possibilité** pour les autorités mexicaines **de puiser dans le Fonds de Stabilisation** (0,4% du PIB) apporteraient cependant des recettes supplémentaires permettant de combler un éventuel manque à gagner dans le courant de l'année.

- **Hausse de la dette publique**

En 2024, la dette publique a augmenté de près de 5 pp à 51,4% du PIB (après 46,6% du PIB en 2023), en lien avec le creusement du déficit et le ralentissement de la croissance.



En 2025, la dette publique pourrait encore augmenter, compte tenu du déficit encore élevé, bien que prévu en réduction, et du ralentissement du PIB.

La dette publique n'est pas cependant une source de risque à ce stade et la capacité de financement du marché domestique reste abondante (75% de la dette est libellée en pesos). Le Mexique dispose par ailleurs d'une bonne position de liquidité externe (Cf. Position externe).

⁶ Le soutien financier à PEMEX sous le précédent gouvernement est estimé autour de 4,3% du PIB, via notamment l'injection de capitaux, la baisse d'impôts gouvernementaux, mais aussi le financement du projet de raffinerie « Dos Bocas ». Depuis 2024, le gouvernement a par ailleurs inclus entre 6 à 7 Md\$ de transferts du budget fédéral à PEMEX pour soutenir le remboursement de la dette de l'entreprise.

La situation de l'entreprise nationale de pétrole, PEMEX, demeure cependant une source de risque souverain, compte tenu de sa situation financière encore fragile. L'entreprise a enregistré des pertes de 43 Md USD (2,3 % du PIB) en 2024, soit son pire résultat depuis 2015. Le niveau d'endettement de PEMEX est par ailleurs encore élevé, bien qu'en réduction (97 Md USD en 2024 après un pic à 113 Md USD en 2020). Les échéances de la dette de l'entreprise demeurent élevées (8,3 Md USD en moyenne sur la période 2025-2027). Le soutien financier de l'Etat à l'entreprise a été substantiel lors du mandat du président AMLO⁶ et le gouvernement de Claudia Sheinbaum devrait continuer à soutenir l'entreprise⁷.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Le Mexique est particulièrement vulnérable aux mesures protectionnistes américaines**

Depuis 2023, **le Mexique est le premier partenaire commercial des Etats-Unis**, devant le Canada et la Chine. Le pays est particulièrement sensible à la hausse du protectionnisme commercial américain : **80 % de ses exportations sont à destination des Etats Unis, soit 27% du PIB du pays en 2024.**

Les exportations mexicaines sont majoritairement composées de biens industriels et de pétrole. Près de la moitié des exportations sont exemptées de droits de douane, bénéficiant de l'accord de libre-échange (UMSCA /T-MEC), et sont le plus souvent fabriquées dans les maquiladoras, usines implantées dans des zones franches situées près de la frontière américaine. Les composants y sont importés⁸ (généralement du nord du continent) avant d'être réexportés après assemblage sous forme de produits finis.

La politique commerciale américaine reste particulièrement incertaine et évolue régulièrement. Si le Mexique a été épargné des droits de douane réciproques annoncés lors du Libération Day du 02 avril dernier, les exportations du pays sont toutefois exposées aux droits de douane de 25 % sur les véhicules exportés, nets de contenu américain, sur les autres exportations non conformes à l'accord de libre-échange nord-américain, ainsi que sur l'acier et l'aluminium⁹. Les États-Unis ont annoncé leur intention d'imposer des droits de douane sur les pièces automobiles en mai, ce qui pourrait avoir des répercussions importantes sur la chaîne d'approvisionnement.

⁷ Un programme d'investissement en partenariat avec le secteur privé est envisagé, ainsi que d'autres options de financement de l'entreprise qui n'augmenteraient pas le coût budgétaire.

⁸ Les importations sont plutôt constituées de composants électriques, électroniques et mécaniques, de produits intermédiaires et de biens d'équipement, dont près de la moitié proviennent des Etats-Unis.

⁹ Concernant les exportations d'acier, les autorités mexicaines et américaines négocient la mise en place de quotas d'exportations, plutôt qu'un rehaussement des droits de douane à 50%, décidé récemment par le gouvernement américain.



Le processus de révision¹⁰ de l'accord de libre-échange (UMSCA) prévue pour la mi-2026 est un facteur supplémentaire d'incertitude pour l'avenir des relations commerciales entre les deux pays.

- Un déficit courant qui pourrait s'élargir

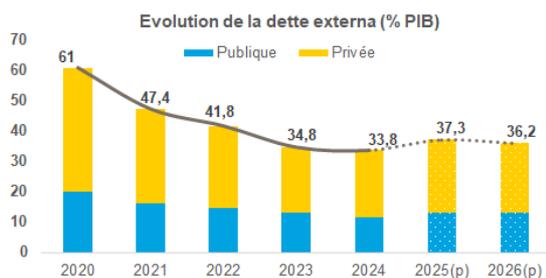
En 2024, le déficit courant est resté stable à -0,3% du PIB, notamment en raison de la baisse des importations de carburants liée à la hausse des capacités de raffinage local. L'excédent commercial (hors carburants) s'est en revanche réduit à cause de l'augmentation des importations (biens intermédiaires en particulier).

En 2025, le déficit courant pourrait un peu se creuser, prévu autour de -0,5% du PIB par le FMI. Les incertitudes restent cependant nombreuses. D'un côté, la mise en application des tarifs douaniers américains, ainsi que la possible révision de l'accord de libre-échange, sont susceptibles d'affecter les exportations vers les Etats-Unis et de réduire les flux d'investissements (IDE) vers le Mexique. D'un autre côté, la baisse de l'activité qui en découlerait pourrait entraîner une réduction des importations (biens intermédiaires notamment), permettant ainsi de limiter la dégradation de la balance commerciale mexicaine.

Concernant la balance des services, l'évolution des transferts de fonds de travailleurs expatriés (autour de 4% du PIB en 2024) est aussi incertaine et dépendante de l'évolution de la politique migratoire américaine et du dynamisme du marché du travail aux Etats-Unis, qui demeure plutôt résilient à ce stade.

- Un endettement externe public modéré

La dette externe mexicaine (publique et privée) atteint 33,8% du PIB en 2024, dont 35% de part publique. La dette externe publique n'est source de risques. Le pays dispose d'un accès aisé aux différentes sources de financements, favorisé notamment par son rating « investment grade » auprès 3 principales agences de notation.



Source: Fitch

Les réserves en devises du pays couvrent par ailleurs la totalité de la dette externe souveraine. Le pays dispose également d'une ligne de crédit flexible de 35 Md\$ auprès du FMI, lui permettant de disposer de ressources

¹⁰ Le processus de révision de l'accord de libre-échange pourrait contraindre le Mexique à satisfaire à d'exigences en matière de sécurité et de contrôle des frontières, ainsi que de intrants intermédiaires en provenance de Chine.

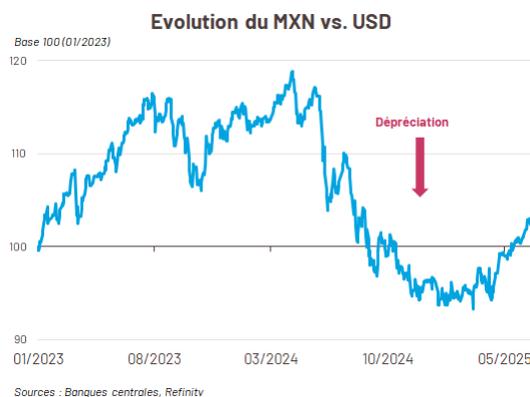
¹¹ Alors que la victoire de la présidente Claudia Sheinbaum, du parti MORENA (parti du président sortant) était anticipé par les marchés, l'obtention par le MORENA de la majorité qualifiée au sein de la chambre basse du Congrès a suscité des inquiétudes, même si le parti

financières supplémentaires, renforçant ainsi la position de liquidité externe du pays.

- Le peso s'est réapprécié en ce début d'année

Le peso a eu tendance à se déprécier dès la mi-2024, en raison des incertitudes entourant la politique interne du pays (contexte électoral, passage de la réforme du système judiciaire¹¹), puis de l'élection américaine qui a aussi apporté son lot d'incertitudes (tarifs douaniers, politique migratoire...).

Un retournement de tendance a cependant lieu au premier semestre 2025. L'affaiblissement de l'USD, l'habileté à négocier de la présidente Sheinbaum face à l'administration Trump, ainsi qu'une activité mexicaine plus forte qu'anticipé au T1 2025 ont favorisé la réappréciation du peso face au dollar (+9,2% à mi-juin par rapport à début janvier).



L'incertitude persistante entourant la révision de l'accord de libre-échange (UMSCA), ainsi que la poursuite de l'assouplissement monétaire, malgré les récentes surprises inflationnistes, pourraient toutefois exercer des pressions baissières sur la monnaie dans les mois à venir.

La Banque centrale n'est intervenue sur les marchés des changes qu'en 2020 (durant la pandémie). Elle dispose cependant d'importantes réserves de change (environ 15% du PIB) et d'une ligne de crédit flexible auprès du FMI, lui permettant d'intervenir sur le marché du change en cas de besoin.

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- Un contexte incertain pour la première année de mandat de Claudia Sheinbaum

La présidente Claudia Sheinbaum, du parti MORENA, a pris ses fonctions le 1^{er} octobre 2024. Son gouvernement s'inscrirait dans la continuité des politiques économiques et sociales de son

n'a finalement pas obtenu cette même majorité au Sénat. Les marchés craignaient notamment l'adoption des réformes constitutionnelles proposées par l'ancien président, mais bloquées par le Congrès, telles qu'une modification de la réforme du marché de l'énergie, qui renforcerait la participation de l'Etat dans ce secteur, ou celle du système judiciaire qui a finalement été approuvé par le 11 septembre 2024.



prédécesseur (le président AMLO). La coalition MORENA a obtenu la majorité qualifiée à la Chambre des députés, soit 75% des sièges (mais pas au Sénat où le parti ne détient que 65% des sièges)¹².

La présidente doit faire face à un contexte économique difficile et très incertain, en lien avec le virage protectionniste des Etats-Unis (1^{er} partenaire commercial du pays), une situation budgétaire plus fragile, ainsi que des réformes votées par la précédente administration qui ont accru les inquiétudes des investisseurs (système judiciaire).

Malgré ce contexte dégradé, Claudia Sheinbaum compte profiter du phénomène de relocalisations « *nearshoring* » pour attirer les investissements au Mexique en s'appuyant notamment sur son « Plan Mexico ». Il s'agit d'un plan de moyen-long terme, dont l'un des objectifs est de remplacer une partie des importations (en provenance d'Asie en particulier) par de la production locale¹³. La présence d'intrants industriels chinois dans les échanges commerciaux entre le Mexique et les Etats-Unis est en effet un sujet d'attention entourant la révision en cours de l'accord de libre-échange (UMSCA) entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.

A noter que, la présidente Sheinbaum a jusqu'à présent mené avec un certain succès les négociations commerciales avec les États-Unis, ce qui a renforcé sa popularité.

- Des indicateurs de gouvernance moins performants que ceux des grands pays de la région

Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement privé et étranger (protection assurée par la loi), ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. Sa proximité géographique avec les Etats-Unis et l'accord de libre-échange (T-MEC/ UMSCA) reste un atout non négligeable, malgré les incertitudes entourant la nouvelle politique commerciale américaine.

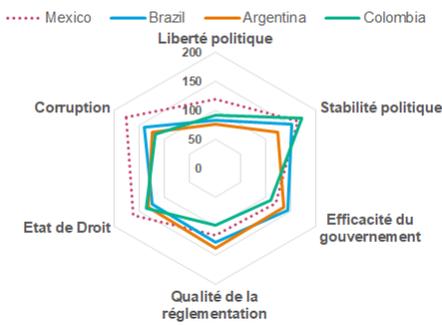
A plus long terme, la mise en place du « Plan Mexico » aidera à pallier les insuffisances d'infrastructures (énergie, transports) et d'accès au financement des PME, contribuant aussi à l'amélioration de l'environnement des affaires.

En matière de gouvernance, le Mexique est cependant moins bien noté en matière de corruption, de liberté politique et d'Etat de droit comparé à d'autres grands pays de la région, comme le Brésil, l'Argentine ou encore la Colombie, selon les indicateurs de la Banque Mondiale (Cf. graphique ci-dessus).

¹² Des alliances politiques ne sont pas cependant à écarter pouvant combler les quelques sièges qui permettraient à la coalition Morena d'avoir la majorité qualifiée au sein des deux chambres.

¹³ Le gouvernement compte ainsi générer des milliers d'emplois sur le territoire mexicain et répondre aux exigences grandissantes du gouvernement américain en matière de contenu nord-américain des intrants industriels.

Indicateurs Banque mondiale 2024, Rang (214 pays)



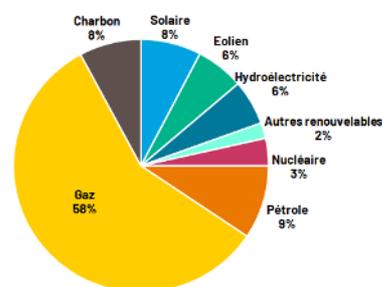
Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

5. POLITIQUE CLIMAT

La production d'électricité au Mexique repose essentiellement sur l'usage du gaz naturel, mais aussi du pétrole et du charbon dans une moindre mesure (environ 65% de la production électrique en 2023). La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, bien qu'encore minoritaire, tend cependant à augmenter. Le gouvernement prévoit notamment le développement de 51 projets, dans le cadre de son Plan National de Développement (2025-2030), qui permettraient de générer plus de 22.000 MW d'électricité supplémentaires d'ici 2030, dont 45% via des sources renouvelables.

Le Mexique est signataire des accords de Paris et a réaffirmé en 2020 son engagement à réduire ses émissions de CO2 de 51% à l'horizon 2050, par rapport à un scénario tendanciel d'émissions à horizon 2030, estimées à 991 MtCO2e sans mise en œuvre de mesures¹⁴. Le pays est par ailleurs très vulnérable au changement climatique. Les vagues de chaleur record, des périodes de sécheresses croissantes, affectent la production agricole du pays. L'écourtement de la saison des pluies conduit par ailleurs à des pénuries d'eau de plus en plus fréquentes, notamment dans la capitale du pays.

Mexique : production d'électricité par sources, en % (2023=354,86 TWh)



Source : Ember, 2025

¹⁴ Le Mexique fait par ailleurs partie du projet « *Deep Decarbonization Pathways* », dont l'objectif principal est de contribuer à la construction des politiques climatiques, en lien avec l'Accord de Paris. Ce projet est mené en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID), l'AFD et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.